

# BRUNO LAFONT

PDG, Lafarge

Bonjour. J'ai la redoutable mission de rendre compte d'un débat qui s'est passé hier après-midi sur l'énergie, l'environnement et bien entendu la gouvernance. Nous avons eu une séance très riche. Le Président de la séance, Anil Razdan, nous a aidés à faire le point sur les enjeux. Ceci a été complété par un exposé de William Ramsay puis nous avons eu des présentations intéressantes de Monsieur Qu Xing sur l'exemple de la Chine et Mohammed Tawfik Mouline sur l'exemple de la Méditerranée. Enfin, j'ai pu apporter ma contribution sur le rôle des industriels et des entreprises dans la mise en place de solutions et de gouvernance. On peut retenir de notre table ronde trois points. C'est que l'enjeu est énorme, il est très complexe. Ce que je noterai, c'est que le besoin de gouvernance est évident, que l'état de la gouvernance aujourd'hui est difficile à relater de manière complète, juste parce qu'il est très mouvant. Mais que les choses progressent. Nous avons eu après, finalement, trois exemples intéressants d'une gouvernance qui ne ressemble pas à la gouvernance globale, mais qui permet en fait d'avancer dans les directions données par les objectifs qui sont tirés, bien entendu, des enjeux.

Si on prend le constat et les défis, il est bon de comprendre en gros pourquoi on a besoin de gouvernance. Dans le domaine de l'énergie, la gouvernance, c'est clairement une *clean energy*. Bien entendu, concernant les enjeux, c'est le lien entre l'énergie et le réchauffement climatique qui est un sujet global. C'est aussi le lien entre l'énergie et la croissance avec, bien entendu, les différences entre les économies avancées et les économies émergentes. Enfin, un troisième thème qui a été bien mentionné, c'est le débat entre l'énergie et la lutte contre la pauvreté et, bien entendu, là aussi encore des sujets de gouvernance et notamment sur le plan financier. On a eu à ce sujet pas mal d'exemples très concrets que ce soit sur la Chine, que ce soit globalement, que ce soit sur la Méditerranée, qui nous ont aidés à comprendre que dans les vingt prochaines années, finalement, 90 % de l'augmentation de la consommation énergétique viendra des pays émergents. Bien entendu, si nous ne faisons rien, la température augmentera de plus de 5 degrés et si nous faisons quelque chose, il y a un consensus pour limiter l'augmentation de la température à 2 %. Bien entendu, rien n'est certain.

Pourquoi ? Parce que d'abord, l'énergie est encore très dépendante des fiouls fossiles, et il y a un besoin absolu de changer la manière dont nous produisons et dont nous consommons l'énergie. Peut-être que la gouvernance globale actuellement sur l'énergie ne permet pas non plus d'atteindre les objectifs. Là-dessus, il y a eu un apport intéressant de Bill Ramsay sur le débat : est-ce qu'on va réduire ou est-ce qu'on va juste s'adapter ? Bien entendu, le contexte est mouvant. Toutes les extrapolations qui ont été faites dans le passé ne montrent pas forcément que les choses vont se passer exactement comme nous l'avons dit et, bien entendu, il y a un besoin considérable de technologies et de recherche. Alors, à la fin de ce constat sur l'enjeu, la gouvernance doit porter sur : comment arriver à une énergie plus verte ? Pour le contexte international de l'évolution de la gouvernance, on peut considérer que le verre est à moitié vide ou qu'il est à moitié plein. Le contexte international est quand même relativement morose, entre l'Union Européenne qui s'accroche — excusez-moi, je relate un débat — à des objectifs pas forcément réalistes, les Américains qui n'arrivent pas à faire passer une législation, et une croissance qui est un peu plus forte que prévu et qui a des conséquences sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

Un retour de Copenhague qui a été pour le moins mitigé, une préparation de Cancun qui s'annonce difficile. Mais, c'est là où le verre est à moitié plein, le résultat de Copenhague, c'est une focalisation plus proche sur des approches *bottom-up*. C'est-à-dire en fait des approches locales, sectorielles, transversales, régionales et qui en fait, contribuent

à l'amélioration de la gouvernance globale. Il y a eu un point très intéressant sur la relation entre l'énergie et la pauvreté. Rappelons-nous que les 20 millions de New-Yorkais consomment à peu près autant d'électricité que les 791 millions d'Africains, que 1,4 milliard de personnes et c'est plutôt 1,6 selon l'ONU, n'ont toujours pas accès à l'électricité. Pour autant, il y a beaucoup d'argent qui est donné en subvention pour l'électricité. Est-ce qu'il est bien dirigé ? Est-ce qu'il ne faut pas revoir la façon dont nous finançons les choses ? La question est : qu'est-ce qui avance, qu'est-ce qui progresse ?

Là, nous sommes entrés dans des présentations intéressantes sur les possibilités de progrès dans la gouvernance autour du global. Alors, des gouvernances globales, avec un modèle national, avec un exposé très intéressant de Monsieur Qu Xing sur la situation de la Chine, présentant le constat et la façon dont la Chine aborde la lutte contre le changement climatique avec des principes dont je ne vous ferai pas le détail. Mais, il y en a 7. Notamment de se placer dans le contexte du développement durable, dans le contexte où on partage les responsabilités, dans le contexte où on s'adapte et on décroît, dans le contexte où on respecte les enjeux internationaux et les cadres légaux internationaux et dans le contexte où, bien sûr, on avance avec la science et la technologie. Un plan d'action qui est multiforme, qui va de l'adaptation des structures industrielles à l'implantation de forêts et aux progrès dans la recherche et développement.

Un second exemple de gouvernance, c'est la gouvernance régionale qu'appelle notre ami Mohammed Tawfik Mouline qui parle en fait de la Méditerranée comme un cadre d'abord à enjeux, bien entendu, avec un mélange intéressant d'économies avancées et d'économies en développement. Et avec un vrai intérêt commun à peut-être fournir un exemple de ce qu'on pourrait faire dans le progrès en ajoutant à l'énergie les sujets de l'environnement et de l'eau et en introduisant des méthodes intéressantes de mécanismes de financement et de transferts de technologies et de savoirs. C'est-à-dire un modèle régional qui repose, finalement, sur les synergies. Parce qu'en fait, la question n'est plus de donner la direction. La question est plutôt de savoir comment on va vers la direction.

Enfin, j'ai donné un exemple de ce qui se passe du côté des entreprises et j'ai présenté un exemple sur le modèle cimentier. Des cimentiers, dans le cadre du WBCSD, ont lancé une action qui s'appelle *The Cement Sustainability Initiative*, c'est d'abord un effort de mesures, un effort d'engagement individuel de chaque entreprise et un effort collectif pour trouver des solutions et faire progresser l'industrie dans le changement et dans la voie de la réduction. Les entreprises font partie du problème, mais aussi sont incontournables pour trouver des solutions et pour les mettre en œuvre. Je pense qu'elles doivent être mieux associées et mieux utilisées et plus en amont. Pour la gouvernance, je pense que ça serait un progrès. Alors, il y a eu un débat après toutes ces présentations. La question a été de savoir s'il fallait une organisation internationale consacrée à l'environnement et à l'énergie, du type de l'OMS ou d'autres organes internationaux. Là-dessus, les avis étaient partagés. Je considère que c'est positif parce que tout le monde est convaincu qu'il faut aller vers l'action plutôt que vers forcément la création de nouvelles bureaucraties. Cela étant, la coordination plus que jamais demeure nécessaire.

Un débat a porté également sur le prix de l'énergie qui ne serait pas assez élevé pour assurer l'efficacité des investissements. Nous retrouvons tous les sujets de problèmes de mesures parce qu'il y a vraiment un débat, à savoir si c'est rentable de construire de manière plus verte. Moi, je pense que c'est rentable et que c'est possible avec les technologies actuelles. Visiblement, c'est une opinion qui n'est pas encore complètement partagée. Enfin, il faut garder, et cela est apparu dans plusieurs sujets de réflexion, un réalisme dans les approches. Ce débat montre à l'envi que l'on a besoin de gouvernance, que l'on a besoin d'une bonne gouvernance sur tous les sujets parce qu'il n'y a pas de réponse simple, que l'on a besoin de gouvernance partout pour stimuler la créativité à tous niveaux car c'est celle qui crée des partenaires responsables et qui donne des résultats. J'ai trouvé que la qualité du débat sur un sujet aussi complexe a énormément progressé. Le même débat, il y a deux ans, n'aurait certainement pas produit les mêmes résultats et la même richesse. Reconnaissance de l'enjeu, clarté des directions et consensus sur la direction. Bien entendu, reconnaissance de la difficulté de la mise en œuvre, donc du sujet de la gouvernance, mais également progrès dans la responsabilité sans laquelle aucun autre progrès ne peut être fait. Merci beaucoup.